

Bolivie : inculpation des responsables du massacre de Pando

16-09-2008

Après la mort d'au moins trente paysans, le procureur général de la Bolivie, Mario Uribe, a émis un mandat d'arrêt contre le préfet Leopoldo Fernandez, ancien maire de Cobija, Miguel Becerra et le sénateur de Unidad Nacional (UN) Abraham Cuellar.

Un avion militaire a rapatrié de Pando les corps de trois étudiants assassinés la semaine dernière dans ce département de l'Amazonie bolivienne. Une fois que les familles ont ouvert les caisses et se sont mis à pleurer, le ministre de la Défense, Walker San Miguel a dit : « Mario (Uribe) : le pays, la société et l'état bolivien attendent que le Ministère Public émette les mandats d'arrêt contre cette présidente du comité civique (Ana Melena) et le préfet de Pando (Leopoldo Fernandez) et tous les sicaires paramilitaires », qui auraient participé au massacre d'au moins trente paysannes et paysans jeudi dernier à 30 km de la capitale. La réaction du procureur général de la Nation, Mario Uribe, est arrivée dans l'après-midi. Le mandat a été dicté contre Fernandez et deux sympathisants du gouvernement national : l'ancien maire de Cobija, Miguel Becerra et le Sénateur de Unidad Nacional (UN) Abraham Cuellar. Hier, l'armée a avancé jusqu'à la place centrale du département assiégé et a arrêté dix personnes chez qui les uniformés ont trouvé des armes. Dans le reste de l'orient, les secteurs sociaux qui s'affrontent font une pause. « Il a été décidé d'entamer un procès pénal contre Leopoldo Fernandez, préfet du département de Pando, Miguel Becerra, ancien maire de la ville de Cobija et Abraham Cuellar, nous signalons que ce monsieur est sénateur de la République, pour la commission présumée du délit de génocide sous sa forme de massacre sanguinaire, prévu par l'article 138 du Code Pénal », a dit Uribe. D'après le procureur, le procès est fondé sur l'information diffusée « à travers les médias de communication écrite, orale et télévisée ». En Bolivie, la personne qui manque de définition politique est qualifiée de « jaune ». C'est ainsi qu'Uribe a été appelé à plusieurs reprises au Palais Quemado, car ils considèrent qu'il ne collabore pas lorsqu'il s'agit d'enquêter sur les crimes commis dans la Demie-Lune. Hier Uribe a dit que la résolution « inculpe personne en ce moment. Notre action est fondée dans le mandat et l'obligation de la loi ». Le préfet ne démissionne pas, comme l'exige le gouvernement : « Ici il doit y avoir une investigation, rien à voir avec ce que dit le gouvernement. Ils ne font des déclarations que pour exacerber la colère des gens de ce pays, qui a besoin de tranquillité », a-t-il dit, à Cobija. Hier, il y a eu une grande mobilisation à La Paz, pour répudier le massacre des paysans, qui jusqu'à présent a provoqué 30 morts, femmes, hommes et enfants. "Leopoldo salaud, El Alto est enragé", criaient en chœur les habitants du quartier le plus combatif de Bolivie. Leur chanson avait un autre vers : "Préfets assassins, nous voulons vos têtes", disaient-ils en allusion aux préfets de la Demie-Lune : Chuquisaca, Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija. À Santa Cruz, une douzaine de dames de la haute société locale ont agité leurs drapeaux vert et blanc devant le consulat du Chili en criant « Evo assassin ». La ville est calme, comme l'a décidé dimanche le Conseil National Démocratique (Conaldeo), pour soi-disant rendre plus facile le dialogue entre le gouvernement et celle-ci. San Julian, Yapacaní et El Torno (photo) sont toujours en conflit, il s'agit de villages ruraux dont les voisins bloquent les routes jusqu'à ce que la préfecture rende les édifices volés. L'Union Juvénile Cruceñista (UJC) menaçait hier de casser les piquets. Les édifices publics pris la semaine dernière ont un cadenas et sont surveillés par la garde municipale. Depuis la préfecture, on prévient que le gouverneur Ruben Costas désignera un moment à l'autre les nouvelles autorités de Santa Cruz pour les 26 organismes nationaux saccagés et détruits par les groupes de choc régionaux. Par chance pour le gouvernement, il existe à Santa Cruz le Plan 3000, un quartier de 250 mille habitants pour la plupart prêts à donner leur vie pour Evo Morales, ou au moins pour éviter que l'UJC attaque leurs petits magasins, leurs maisons et les habitants eux-mêmes. La semaine dernière, ils ont résisté pendant quatre jours et quatre nuits à l'attaque de l'UJC, jusqu'à réussir à les chasser. Les 26 organismes pris par les promoteurs de l'autonomie départementale ont déménagé au Plan 3000. On pense que dans les prochains jours fonctionneront à nouveau à cet endroit-là les Impôts Nationaux, Migrations, le ministère du Travail et Entel, entre autres. Il abritera également la Coordination des Peuples Ethniques de Santa Cruz (Cpesc) et la Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie (Cidob), dont les sièges ont été détruits. Pour Pedro Nuny, vice-président de la Cidob, « la levée des blocages des civiques est une stratégie. Ils veulent à tout prix avoir lieu l'Expocruz, ils veulent laver leur image avec cela. Mais nous dénonçons que ces hommes d'affaires de Santa Cruz et les phalangistes qui entourent le préfet ont commencé cette violence. Plusieurs d'entre nous avons dû quitter le siège de la Cidob avec tout ce qu'on avait sur nous, nous sommes dans la rue. Heureusement, nous avons été abrités au Plan, un quartier révolutionnaire et combatif. Les frères ici sont conscients de ce qui se passe et nous ne permettrons pas de nous faire attaquer », a dit le mojeño à Página/12 dans la salle de réunions improvisée des indigènes, dans un stade de foot avec plus de poudre que la lune. Sebastián Ochoa, Página/12, 16 septembre 2008. http://www.pagina12.com.ar/diario/el_mundo/subnotas/111674-35300-2008-09-16.html Traduit par eli. <http://amerikenlutte.free.fr>